

Les ethnies et les conflits ethniques

Introduction

Les ethnies sont-elles naturelles ?

Le terme même d'ethnie a une particularité troublante. Il n'est utilisé que pour caractériser certaines populations du monde, sur le continent africain ou en Asie, essentiellement.

Le mot « ethnie » a commencé à être utilisé dans la langue française en 1896. La colonisation moderne est alors un phénomène entamé depuis plusieurs décennies, et elle connaît un essor décisif, pour la puissance coloniale française comme pour la Grande-Bretagne.

Nous verrons plus en détail dans le cas notamment de la Côte d'Ivoire, comment la France a entrepris de répertorier les populations en termes d'ethnies. Mais l'on ne peut pas se contenter de voir dans cette notion une unique construction du système colonial. Cinquante ans après la décolonisation, des conflits dits « ethniques » sont toujours là.

Des anthropologues ont contesté le terme et la notion d'ethnie, pour lui préférer des expressions comme groupe ethnique, communauté ethnique, communauté ethno-linguistique, pour tenter de gommer le côté soi-disant naturel, et pour tout dire raciste de l'idée d'ethnie et l'infléchir vers une vision plus culturelle, et considérer le groupe ethnique comme une appartenance à un héritage commun, qu'il soit fondé sur une langue, une religion, des traditions communes.

Nous ne discuterons pas ici de ces nuances, même si elles ont évidemment leur importance. L'important, à nos yeux de communistes qui souhaitons une humanité libérée des relents racistes que véhicule le langage, est d'abord de comprendre si l'ethnie est réellement une spécificité de certaines populations (africaine, ou noire, ou asiatique, etc), ou si ce qui se manifeste lors des conflits ethniques n'est qu'un problème en réalité tout à fait universel (problème de partage des terres, de conflits de pouvoir, conflits religieux, conflits sociaux, etc).

Nous verrons, à travers une étude détaillée de trois exemples (La Côte d'Ivoire, le Congo – Zaïre et le Nigéria) que l'on peut démontrer que l'on est bien dans ce second cas de figure, et que les conflits ethniques, s'ils peuvent déchirer les populations au sein d'un pays, sont bien de cette nature. Et nous en concluons que, comme les conflits qui opposent les classes sociales, les nations, etc, sur l'ensemble de la planète, ils ont une chance de se régler sur la base de l'édification d'une société réellement socialiste et communiste.

Mais il nous reste à analyser pourquoi l'Afrique noire, pour rester sur cet exemple, connaît une telle particularité qui peut déchirer les peuples au sein d'un même pays, pourquoi les conflits ethniques y subsistent au 21^{ème} siècle.

L'ethnie est une construction coloniale, mais elle s'appuie sur des différences socio-culturelles qui lui pré existent. Pour ne prendre qu'un aspect, l'on sait que l'Afrique noire connaît un système esclavagiste interne, qui s'est développé sur de nombreux siècles, et que le commerce esclavagiste triangulaire européen ne fera que se greffer sur ce système multi séculaire. Une opposition entre esclaves et esclavagistes s'était donc largement développée, de même que des oppositions entre agriculteurs et éleveurs, d'autres entre royaumes concurrents, d'autres aussi entre castes royales et castes populaires, d'autres encore entre peuples étatiques et d'autres sans Etat, etc.

Le colonialisme, en systématisant ces oppositions sous le terme d'ethnies, les simplifie et les unifie, mais cette unification du langage va masquer des réalités très contrastées et de nature diverses, qui perdurent, ou dont le long passé historique fait perdurer des visions antagonistes entre populations.

C'est que le souci du colonisateur est assez simple : il lui faut s'y retrouver parmi la multitude des situations, des régions, des cultures et des religions pour définir sur quelle tribu, quel peuple, quelle couche sociale, bref sur quelle « ethnie » il peut s'appuyer et qu'il devra choisir d'en faire un allié disposant d'une position privilégiée, pour pouvoir contrôler et dominer des populations et des territoires numériquement gigantesques par rapport aux forces dont il dispose sur le terrain.

Comme on le verra, il est des cas où les oppositions étaient déjà ouvertes entre ethnies, il en est d'autres où c'est cette attitude coloniale qui va creuser un fossé qui, jusque là, n'était que tout à fait mineur. Mais l'attitude générale est de creuser et d'aggraver les oppositions, même si, il faut le répéter, bon nombre pré existent à son arrivée.

En Europe, on pourrait retrouver dans le passé de telles périodes où le continent connaît la pré éminence, ou la subsistance de telles oppositions. Aujourd'hui, nous avons du moyen âge une vision globale, avec des seigneurs, des vassaux, des maîtres de corporation, des compagnons, des serfs et dans chacune de ces classes, une hiérarchie particulière sépare. Mais à l'époque, et pendant des siècles, la population elle-même est loin d'avoir cette vision. Chaque village se vit comme un petit monde naturel. Les échanges sont lents, rares, réservés à un tout petit nombre. Et l'on se sent au moins autant de telle région, de tel lieu-dit ou de telle religion que de telle catégorie sociale. L'on ne sent rien de commun entre les bas-bretons et les savoyards...

C'est un gigantesque travail en profondeur qui va unifier les peuples, au sein de nations, et à l'échelle du continent. Ce travail laboure la société médiévale pour en arracher les visions locales, donc ses oppositions, pour constituer des entités plus vastes, parce qu'elles vont correspondre au développement capitaliste. Ce travail commence bien avant la révolution industrielle. Mais celle-ci va ensuite donner à la classe bourgeoise des atouts et une avance décisives pour dominer le monde.

Armée de cette puissance industrielle que n'a pas le reste du monde, l'Europe va oser se lancer à la conquête de la planète entière. Mais cette classe qui domine le monde n'a absolument pas la même attitude sur les terres conquises que sur celles où elle s'est formée, forgée. Lorsqu'elle rencontre un début de développement concurrent, dont elle est bien placée pour savoir le danger, elle n'a aucun état d'âme : elle va chercher à l'anéantir, par des armes économiques, politiques ou militaires. Au 19^è siècle, en Afrique, l'Egypte est un des pays qui tente de se lancer dans un développement industriel. Dans le domaine des filatures de coton,

qui est la première grande production du capitalisme industriel, l’Égypte parvient à devenir le numéro cinq mondial. Elle fait alors partie de l’Empire ottoman. L’Angleterre ne lui laisse aucune chance. En 1840, la marine de guerre anglaise l’oblige à découper son empire. Les jeunes industries égyptiennes doivent fermer. L’État tente de faire tenir ce qu’il peut. Finalement, en 1882, l’Angleterre occupera militairement l’Égypte, et mettra fin à son indépendance.

L’impérialisme, tête de pont à l’étranger du capitalisme, use de la puissance et de l’avance de son industrie pour éliminer les jeunes concurrents hors d’Europe. Il écrase ces tentatives. Et pour soumettre le reste de la société qu’il veut dominer, il va cultiver, en Afrique et dans les autres colonies, non pas l’idée d’unification qui a fait sa force sur le continent européen, mais celles de divisions ethniques, avec toutes les utilisations des uns contre les autres que cela permet.

L’important est que l’action bourgeoise coloniale va consister à labourer pour diviser, et diviser pour régner. Les dissensions, les rancœurs, les haines, sont donc figées, entretenues, développées, amplifiées, modernisées, et surtout justifiées, au point d’être rendues naturelles, sous le vocable d’ethnies.

Alors qu’en Europe, le système économique capitaliste connaît sa face productrice, où il voit se développer l’essentiel des forces matérielles et financières, en Afrique par exemple, il se réduit à une dilapidation des richesses économiques existantes (matières premières et main d’œuvre, mais pas ou peu de transformation en capital). Certes, le capitalisme construit des ports, des lignes de chemins de fer, des routes, mais absolument pas en direction d’une quelconque construction économique nationale. Il s’agit seulement de bâtir les moyens d’envoyer de manière rationnelle les produits du pillage vers les centres économiques européens.

Pour les populations qui la subissent, cette période associe donc exploitation et stagnation économique avec accentuation, aggravation des divisions et autres morcellements en son propre sein, et par là un affaiblissement de ses possibilités politiques dans le présent, de ses possibilités économiques pour l’avenir.

Cette colonisation moderne ne durera que quelques dizaines d’années. Les mouvements indépendantistes aboutissent à la vague de décolonisation des années d’après guerre pour l’empire britannique, dès 1960 en ce qui concerne l’empire français. Mais les sociétés sont profondément marquées. Pire, l’indépendance ne va pas leur accorder, ni chance de renouveau, ni répit dans la domination.

Très vite, à la domination de la stricte exploitation coloniale, va succéder une nouvelle forme, la domination financière. Par le biais du FMI et autres institutions financières représentant le capitalisme occidental, les pays désormais dénommés du Tiers-Monde sont entraînés dans le mécanisme d’une dette infernale. Celle-ci va lui sucer le sang pour de nouvelles décennies.

C’est à travers ce processus qu’une nouvelle différenciation va se former dans le monde soumis à l’impérialisme : une partie de ces pays, notamment les régions dotées d’un sous-sol riches en hydrocarbures ou autres minerais, va réussir à arracher, avec le temps, avec aussi de nombreuses luttes nationales, une part de plus en plus importante de la plus value produite par leur exploitation. Certains verront un relatif décollage économique ; même si leur

PIB (produit intérieur brut) par habitant reste dérisoire par rapport à celui des pays occidentaux, celui de leur Etat prend une importance conséquente sur le plan économique. Mais d'autres vont au contraire s'enliser, s'enfoncer dans une situation de plus en plus chaotique, tant sur les plans politique qu'économique. Dans certains cas, comme on le voit au Nigéria, on peut même constater un tel contraste au sein du même Etat.

Le maintien des ethnies, et pire l'aggravation de l'importance des conflits ethniques va donc de pair avec le maintien des régions concernées dans le sous-développement, l'absence d'investissements productifs nationaux. Ces conflits, et ces ethnies, vont même voir leur conflictualité s'étendre, et concerner les domaines les plus divers de la société, hiérarchiques, sociaux, religieux, culturels, géographiques, professionnels, historiques...

Dans une première étape, les conflits sont aiguisés et aiguillonnés par des dirigeants, des élites intellectuelles ou politiques, qu'elles se situent du côté des colonisateurs ou parmi les autochtones. Mais, arrivé à un certain degré, que ce soit par la constitution d'un fossé de sang, ou par une antériorité qui semble survivre et se renouveler par delà les générations qui se succèdent, le « conflit ethnique » peut resurgir spontanément, seul, par le fait de la population elle-même.

L'absence de perspective dans un monde qui plus est en crise économique permanente, voit depuis la fin du 20^è siècle une utilisation maintenant tout à fait consciente et volontaire du « fait ethnique » : certains politiciens en font leur arme de combat pour accéder au pouvoir, ou s'y maintenir (cf ci-dessous le cas de la Côte d'Ivoire).

Dans son ouvrage remarquable « Une saison de machettes » sur le génocide rwandais de 1994 (800 000 morts, essentiellement des Tutsis), Jean Hatzfeld développe l'idée selon laquelle ce conflit est d'abord un conflit pour la terre, devenue insuffisante pour une population en expansion qui connaît des arrivées forcées ou un développement démographique. Cette idée est également reprise par Yves Lacoste dans l'analyse que nous reproduisons par ailleurs.

L'un comme l'autre ne font que reporter le problème. Car comment expliquer que la terre soit un problème là, et pas en Europe, pas dans d'autres régions du monde qui peuvent être aussi denses, mais ne connaissent ni cet héritage ni ce présent que sont les ethnies et les conflits ethniques ?

La terre était, en Europe comme partout dans le monde, la richesse qui précédait l'essor du développement capitaliste. La bourgeoisie l'a fait basculer dans le passé, dans le monde occidental, pour lui substituer le capital, une richesse interchangeable et qui crée une nouvelle richesse plus grande, à condition d'être exploitée dans un système salarial fondée sur une main d'œuvre prolétarisée. C'est cette transformation qui n'est pas faite, ou pas complètement, ou pas aussi vite, dans les régions qui connaissent les conflits ethniques.

Ces pays ont certes connu le développement d'une petite bourgeoisie et d'une certaine bourgeoisie locales, nationales. Mais celles-ci, triées à la naissance sur le volet par la puissance impériale, adoubee ensuite par elle dans le processus des indépendances, forment une bourgeoisie comprador, soumise, aliénée aux occidentaux. Economiquement, commercialement, politiquement, intellectuellement et même humainement, cette bourgeoisie s'est constituée comme une caste certes privilégiée, mais dont la puissance est dépendante des intérêts et des volontés de la puissante et ancienne bourgeoisie de la puissance coloniale.

Les intellectuels qui lui sont liés et qui expriment les idées qui lui correspondent ne cessent de prétendre aspirer à un monde qui recopie le développement de l'Occident. C'est cette voie qui est une impasse : l'Occident a trouvé une voie de développement qui n'a pu exister et se concrétiser qu'en faisant de l'ensemble du reste du monde un monde dominé. Comment peut-on prétendre reprendre une telle voie ? Et comment peut-on prétendre la reprendre alors que l'on est soi-même inclus dans la part la plus dominée par l'autre.

Réussir supposerait une inversion des rôles, ce qui est un objectif peu enviable, pour tout le monde. Mais c'est de toute façon irréaliste. Le problème du développement qui se pose aux héritiers du Tiers-Monde ne se pose pas dans les mêmes termes que celui qui s'est posé à la bourgeoisie européenne dans les années qui ont entouré la révolution industrielle. Et il ne se reposera plus jamais dans ces termes ; désormais, la planète est « finie », connue, exploitée, les liens de l'économie capitaliste mondialisés.

Notre réponse est autre : il ne s'agit plus de vouloir copier le développement « national » (et dont on a vu qu'il est en fait bien « international » de la bourgeoisie montante). C'est son système capitaliste qu'il faut remettre en cause. Refaire l'Europe est impossible. Mais ce qui est possible, c'est d'envisager un système nouveau, et pour l'Europe, et pour les pays dominés.

Pour créer et unifier profondément une nation comme la France, il a fallu des siècles d'un développement économique moderne. Pour maintenir et creuser les fossés entre ethnies sur des régions entières, ou plus limitées, il aura fallu la vision coloniale, les pratiques d'exploitation coloniales, la complicité de certaines élites africaines et autres des colonisés, il aura fallu ensuite l'exploitation financière, il aura fallu que sur deux ou trois siècles, jamais ces pays, ou ces régions, ne puissent laisser se développer une économie moderne en état de concurrencer l'Occident. Et il a fallu que les élites de ces pays ne leur offrent que des voies en forme d'impasse.

Alors, aujourd'hui, un conflit ethnique tel que celui qui a pu opposer Hutus et Tutsis, ou tel que ceux que nous décrivons dans l'étude qui suit, peuvent paraître bien éloignés de la conscience qui peut exister en Europe et en Occident. Mais cette comparaison est en partie illusoire. D'une part l'Occident lui-même, empêtré dans une crise du développement même du système capitaliste, en ce début du 21^{ème} siècle, voit maintenant sa société, ses valeurs, ses idées, régresser. Nombre de régions aspirent ouvertement à se séparer, les « ethnies » riches d'Europe veulent se décharger de ce qu'elles estiment un fardeau, les « ethnies » pauvres.

Ce qu'il manque, tant en Afrique, en Asie, qu'en Europe et partout sur Terre, c'est une vision humaniste, socialiste, communiste, humaine, de la société. Le capitalisme induit un développement maladif, inégal, développant le modernisme le plus avancé dans les techniques avec les idées les plus arriérées qui sont de retour, maintenant et aggravant aussi les écarts de richesse, les degrés d'amélioration des conditions faites aux populations de la planète.

Une autre vision sociale peut gagner les consciences. De toute manière, c'est dans les deux mondes à la fois, le monde dominé comme le monde dominant, –car ils sont bel et bien reliés par les liens intimes de l'économie humaine–, qu'il importe que la question sociale soit posée dans une position globale. Peut-être même pourra-t-elle l'emporter plus vite sur le terrain des idées dans des régions comme celles de l'Afrique noire, où aucun système n'a

montré de réussite même apparente, que dans une Europe qui continuerait de croire en la pérennité de son vieux système.

*

En Côte d'Ivoire, où la colonisation française répertorie et classe les ethnies

Depuis plus d'une dizaine d'années, depuis la mort d'Houphouët-Boigny, 3 noms reviennent dans l'arène politique : Bédié, Gbagbo et Ouattara. Ils cherchent à s'emparer du pouvoir dans un climat de guerre civile opposant différents pans de la société : les autochtones contre les étrangers, les Dioulas contre les Baoulés, les Ivoiriens de souche contre les immigrés, les Bétés contre les Akans, etc... Les ressentiments entre les différentes ethnies composant le pays sont utilisés par les hommes politiques exploitant des blessures accumulées au cours de dizaines d'années.

Il semble certain que la répartition et la différenciation des différents peuples ou ethnies de Côte d'Ivoire est l'œuvre des colonisateurs français. Voici ce qu'en dit Jean-Pierre Dozon : « *La France, au moment de sa pénétration en Afrique inventoria des langues, commença à souligner la diversité des coutumes et des institutions locales. C'est Maurice Delafosse qui composa au tout début du 20^{ème} siècle la carte ethno-linguistique de la Côte d'Ivoire. (...) C'est à partir de ces recueils que l'on put établir des cartes, y inscrire des noms sur les territoires, c'est-à-dire que le colonisateur put songer avoir la maîtrise de sa possession et en concevoir quelques projets de mise en valeur. Aujourd'hui encore, (...) ce sont pour une bonne part les cartes établies au tout début de la colonisation qui sont en usage dans les administrations et dans les écoles ivoiriennes.* »

De plus, les colonisateurs français ont établi une hiérarchie entre les différentes ethnies. « *On s'attacha donc à identifier les populations qui présentaient de bonnes aptitudes, non seulement à être colonisées, mais à soutenir l'entreprise coloniale.* »

Il y avait le « *colporteur dioula* » car « *engagé depuis fort longtemps dans des activités de commerce à longue distance, il fut perçu comme un agent civilisateur pouvant soutenir l'entreprise coloniale. (...) Les Agni, qui occupaient le Sud-Est de la Côte d'Ivoire, furent assez bien considérés parce qu'ils avaient des rois et que des traités avaient pu être passés avec eux. Les Baoulés, pourtant de la même famille ethno-linguistique que les Agni, furent moins bien jugés, notamment parce que leur organisation politique paraissait moins consistante.* » Les populations de l'Ouest, en particulier les Bétés, furent particulièrement mal traitées. Elles n'avaient pas d'Etat, et opposèrent de farouches résistances au conquérant français.

On pourrait penser que les appréciations portées par les colonisateurs sur les populations ne les concerneraient pas. Eh bien non, « *car ce travail d'évaluation des colonisés fut relayé et, du même coup, amplifié par la mise en valeur du territoire qui démarra véritablement après la Première Guerre mondiale.* »

En terre agni, au Sud-Est, fut introduit la culture du cacao et les Agni ont fait preuve de dynamisme allant dans le sens de l'entreprise coloniale. Comme les Dioula qui étendirent leur commerce à celui du cacao.

A l'Ouest, les colons français créèrent des plantations de café et de cacao, dans la région Bété. Les jeunes hommes Bété refusaient de payer l'impôt et fuyaient le travail obligatoire, préférant s'employer comme manœuvre chez les planteurs agni, sur des chantiers forestiers, ou comme domestiques en ville, tout en se faisant bien vite étiqueter comme des indigènes particulièrement « *turbulents et querelleurs* ». Alors les autorités coloniales favorisèrent dans l'Ouest l'arrivée de Dioulas, de Baoulés, de Sénégalais ou de Dahoméens, d'habitants de la Haute-Volta qui purent s'adonner à la culture du café et du cacao. En tant que planteurs et non en tant que manœuvres.

Dans les années 1930, un planteur Baoulé établi dans l'Ouest prend une place grandissante. C'est Felix Houphouët qui est à la tête de plusieurs centaines d'hectares, rivalisant avec les plus gros exploitants européens et assurément l'un des hommes du cru le plus riche. En 1944, il devient dirigeant d'un syndicat de planteurs possédant au moins 2 hectares de café ou 3 hectares de cacao, ce qui les exempte des réquisitions de travail. De ce fait, les petits planteurs de l'Ouest sont mis à l'écart de ce syndicat, ce qui est ressenti comme une mise à l'écart ethnique en particulier des petits planteurs Bétés.

Du côté du Sud-Est, ce sont les planteurs agni qui se regroupent en créant en 1934 l'Association de défense des intérêts des autochtones de Côte d'Ivoire qui milite contre le recrutement des Sénégalais et des Dahoméens par l'administration coloniale, alors qu'elle pouvait fort bien embaucher des autochtones, en particulier des « *évolués* » agni.

Après l'indépendance de la Côte d'Ivoire, alors qu'Houphouët-Boigny et son parti le PDCI régnaient sans partage, les autres ethnies accumulent les ressentiments ethnico-régionaux, notamment dans le royaume agni, dans le Sud-Est et dans le pays bété, dans l'Ouest. La Côte d'Ivoire connut 30 années d'exceptionnelle prospérité, basée essentiellement sur l'économie de plantation de café et de cacao... jusque dans les années 90.

Alors qu'Houphouët-Boigny doit se résoudre au retour au multipartisme et à la liberté de la presse, les prix du cacao et du café baissent et le FMI et la Banque Mondiale exigent que l'Etat réduise ses dépenses. D'où une augmentation importante de la pauvreté. Celui qui prend les mesures d'austérité, c'est le premier ministre d'Houphouët-Boigny, Alassane Ouattara, autrefois membre du FMI. Les manifestations et les grèves sont réprimées y compris par l'armée dirigée par le général Robert Guéï. Ouattara fait arrêter et emprisonner le principal chef de l'opposition, Laurent Gbagbo.

Dans les milieux ruraux du Sud et surtout de l'Ouest ivoirien, se font jour des hostilités de plus en plus fortes contre les exploitants de café et de cacao qui se sont procurés des terres comme on l'a vu auparavant. En fait, ceux qui sont le plus en colère sont des citadins, des salariés et des jeunes chômeurs. Ils en veulent aux « étrangers » qui ont pris les terres et à leurs parents qui avaient cédé le patrimoine foncier traditionnel. Et comme la situation économique de ces jeunes citadins devient précaire, ils escomptent pouvoir s'appuyer, voire se replier sur leur village d'origine, mais s'y trouvent bien souvent confrontés à des pénuries de terres.

A la mort d'Houphouët, en 1993, c'est Bédié qui devient président de la République. Et voilà qu'il fait appel à des intellectuels pour mettre à l'honneur la notion d'ivoirité dont les Baoulés deviennent les champions. Rôle qui leur reviendrait d'après ces intellectuels puisque « *de façon immémoriale, chez les Baoulés, il y avait un harmonieux équilibre entre « gens du pouvoir » et « gens de la terre » ou entre ce que Bédié n'hésita pas à appeler une*

« aristocratie » et une « plèbe ». Autant de qualités de commandement et d'obéissance qui, pour le Président et ses idéologues, prédisposaient le monde baoulé à être durablement le guide de la nation ivoirienne et de sa modernisation. A certains égards, cette version ethniciste de l'ivoirité n'avait rien pour surprendre puisque Houphouët-Boigny l'avait lui-même développée en se présentant, comme un roi baoulé, en installant la capitale politique, son village Yamoussoukro, au cœur du pays baoulé. »

Mais cette valorisation du monde baoulé introduit un changement radical car Houphouët-Boigny avait su ménager les gens du Nord (ceux qu'on appelle Dioula et qui peuvent être d'origine malienne ou burkinabè).

Le poison de l'ivoirité faisant son chemin, les gens du Sud forestier en viennent à suspecter les gens du Nord de ne pas être des vrais ivoiriens. En effet, les gens du Sud assimilent les gens du Nord, quelles que fussent leur origines, ivoirienne ou étrangère, aux Dioula, venus vivre là parce qu'il y avait, depuis l'époque coloniale, les principales ressources économiques et les opportunités commerciales du pays

En 2000, Gbagbo est élu président de la République après que Bédié et Ouattara aient été éliminés de la compétition. Ce qui aggrave la situation : plus Ouattara et son parti le RDR sont exclus de la compétition pour le pouvoir parce qu'il serait burkinabé ou qu'il représenterait le parti de l'étranger, *« plus les gens du Nord, les Dioulas comme ils étaient appelés, même quand ils n'étaient pas spécialement du RDR, s'identifiaient à lui et à son parti et, par conséquent pouvaient se croire également mis au ban. Et quelques mois plus tard, dans les quartiers d'Abidjan où se côtoyaient des populations d'origines diverses et qui avaient souvent su entretenir d'assez bon voisinages, de sourdes hostilités commençaient à se manifester entre gens du Sud et gens du Nord. (...) Cela alla jusqu'à ce que des autochtones de la capitale économique (les Ebrié) s'en prennent aux étals de commerçants nordiques parce que ceux-ci ne leur payaient pas de taxes. Et ailleurs, dans les campagnes du Sud, des militants du nouveau régime, spécialement des « jeunes patriotes », s'employaient à requérir manu militari le départ de nombreuses populations allochtones et, dans certains cas, ils exigeaient de rompre toutes relations, notamment matrimoniales, avec elles. »*

Cette politique ethniciste autrement dit raciste a abouti à diviser profondément le pays, alors que c'est un pays d'immigration dont la langue largement partagée fut et reste le dioula, dont toutes les villes, particulièrement nombreuses au Sud, se sont en bonne partie organisées autour du quartier des commerçants, des quartiers dioula, et qui a été le cadre d'importants brassages ethniques.

En 2011, Ouattara est élu président de la République mais Gbagbo ne veut pas laisser la place. L'affrontement électoral se termine par des affrontements très violents un peu partout dans le pays.

Voilà ce que rapporte Human Right Watch : *« Plusieurs témoins ont indiqué que la prise pour cible des victimes était clairement basée sur des critères ethniques. Le 25 mars, les miliciens et mercenaires pro-Gbagbo ont massacré une centaine de personnes dans la ville de Bloléquin après avoir brièvement repris la ville aux Forces républicaines. Lorsque les forces pro-Gbagbo ont pris le contrôle de la préfecture tôt le matin du 25 mars, elles ont séparé les Ivoiriens du Nord des immigrés ouest-africains et les ont exécutés, hommes, femmes et enfants. Un homme qui était détenu par les Forces républicaines à la préfecture de Bloléquin à l'arrivée des forces de Laurent Gbagbo a décrit à Human Rights Watch comment,*

contrairement aux nombreuses autres personnes qui avaient été abattues, il avait été épargné : « Les habitants de la ville étaient généralement répartis dans des pièces différentes en fonction de leur groupe ethnique, et nous, les Guérés, on était couchés dans une grande pièce. [...] Juste avant 6 heures, des hommes armés ont fait irruption dans la pièce où l'on se trouvait. C'étaient des mercenaires libériens et quelques autres combattants pro-Gbagbo. À l'entrée de la préfecture, ils avaient posté un milicien guéré qui demandait à chaque personne à quel groupe ethnique elle appartenait—il parlait à la personne en guéré pour voir si c'était sa langue maternelle. Ceux qui pouvaient parler guéré, ils les emmenaient dehors. Ceux qui ne pouvaient pas, ils les forçaient à aller dans une autre direction. (...) »

« Après que les Forces républicaines avaient pris le contrôle de Duékoué le 29 mars tôt le matin, elles et leurs milices alliées ont massacré des centaines d'habitants guérés dans le quartier Carrefour de la ville. C'est mardi matin [le 29 mars], juste après que les rebelles [pro-Ouattara] avaient pris le contrôle de Duékoué, qu'ils sont arrivés dans le quartier et ont commencé à tirer partout. Ils devaient être 500. [...] Ils sont allés de maison en maison et ont fait sortir les hommes pour les tuer. Les rebelles ont dit : « On est là pour tuer Gbagbo, mais parce que vous, les Guérés, avez voté Gbagbo, on va vous tuer, on va vous tuer jusqu'au dernier. » La plupart des attaquants présents dans le quartier portaient une tenue militaire—la tenue des Forces républicaines. Beaucoup avaient des foulards rouges. D'autres étaient des Dozos en vêtements traditionnels et certains étaient des jeunes Dioulas venus avec des couteaux et des machettes. »

Au Congo-Zaïre, où l'Etat s'effondre suite aux pressions du FMI

Le Congo-Zaïre a connu deux guerres successives : celle de 1996-1997 qui conduit à la chute de Mobutu et à l'avènement de Laurent-Désiré Kabila, puis celle déclenchée contre ce dernier en août 1998. Elle finit en décembre 2002 par un accord conclu à Pretoria entre Joseph Kabila et les autres belligérants.

Le Congo-Zaïre constitue une illustration exemplaire des effets pervers qu'ont pu provoquer les politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI. Dans les années 1980, la Banque mondiale et le FMI ont exigé que le Zaïre rembourse sa dette extérieure, ce qui a conduit à des transferts nets de ressources financières au profit des bailleurs de fonds occidentaux.

Voici ce qu'explique Gauthiers de Villers dans un article paru dans la revue « *Afrique contemporaine* » : « La contraction des dépenses publiques a été telle qu'elle a privé le pouvoir (zaïrois) des moyens de gérer les mécontentements et les tensions que provoquent les réformes, au premier chef dans le milieu des élites (politiques, militaires, administratives) dont la capacité à puiser dans la « marmite de l'État » s'est trouvée globalement rétrécie. » Ceci s'est également traduit par des mesures d'« austérité » qui ont frappé « particulièrement la fonction publique et donc les services incombant à l'État dans les domaines de l'administration, de l'enseignement et de la santé. » Pour donner un exemple, un rapport de la Banque mondiale estimait qu'en 1986, le pouvoir d'achat des fonctionnaires ne représentait plus que le dixième de celui de 1975.

« Le second grand changement sur la scène internationale est évidemment, avec la chute du Mur de Berlin, (en 1989), la fin de la guerre froide. (...) Privés des protections et des complaisances que le contexte de la guerre froide leur assurait, nombre de dirigeants

africains se trouvent profondément déstabilisés. » D'autant plus que les dirigeants occidentaux exigent alors que les régimes africains se démocratisent et adoptent les principes de la « *bonne gouvernance* ».

Ce qui accélère l'effondrement de l'État au Zaïre dans la première moitié des années 1990. La pression exercée par les évolutions internationales mais aussi la montée de la contestation interne contraignent le président Mobutu à engager son pays dans la « *transition démocratique* » en avril 1990. Le président Mobutu a perdu la caution que lui conférait la reconnaissance internationale en même temps que l'autorité dont il jouissait sur le plan intérieur.

La manifestation la plus évidente « *de la dissolution de l'autorité de Mobutu est sa perte du contrôle des forces armées. En témoignent les formes de « jacquerie militaire » accompagnées de pillages, auxquels se joignent les civils, qui dévasteront Kinshasa et plusieurs autres villes du pays.* » La conduite des affaires militaires est dictée par les alliances et conflits entre généraux guidés seulement par des « *intérêts matériels* ». Elle échappe désormais au chef de l'État comme à l'ensemble du pouvoir politique.

En même temps, la société d'État gérant une grande partie des exploitations minières du Congo, la Gécamines, s'effondre : ceci est provoqué par l'effondrement, le 20 septembre 1990, de la mine souterraine de Kamoto à Kolwezi, l'une des plus importantes et des plus modernes unités de production de la Gécamines. Quel que soit le rôle propre de la mine de Kamoto, c'est toute l'entreprise qu'elle paraît avoir entraîné dans son effondrement : la production annuelle de cuivre passe de 455 à 38 milliers de tonnes entre 1988/1989 et 1994/1995. L'exportation du diamant est désormais, et de loin, la principale source de devises du pays. Mais elle ne compense pas la chute des exportations de cuivre. Alors que les aides financières extérieures, auparavant vitales, se sont quasiment interrompues, les ressources propres de l'État ne s'élèvent plus annuellement qu'à 290 millions de dollars de 1993 à 1995, soit le quart de ce qu'elles représentaient à la fin des années 1980.

Un autre phénomène, celui de l'hyperinflation, démontre que les « *pouvoirs publics* » n'ont plus aucune capacité à diriger le pays. « *Une tourmente inflationniste emporte l'économie du pays : le taux d'inflation annuel, qui avait déjà atteint 233 % en 1990, s'élève à 3.642 % en 1991 et culmine à 9.797 % en 1994. Le facteur à l'origine du phénomène est monétaire : une contraction brutale des recettes de l'État, liée à l'effondrement de la Gécamines (...) et une nécessité de satisfaire des revendications salariales que la « démocratisation » libère et exaspère. Il en résulte des déficits publics financés par des émissions monétaires, mais le facteur monétaire est instrumentalisé par le politique. Comme l'écrivent deux économistes congolais, « à partir de 1990, l'émission monétaire a (...) servi à financer le jeu des acteurs politiques dans un environnement où les "partis" naissent comme des champignons ». Ils expliquent : les groupes – les coalitions d'intérêt politique – qui sont à l'origine d'une émission monétaire ou qui reçoivent les premiers des lots de nouvelles coupures, non seulement sont en mesure d'en faire bénéficier leurs réseaux de clientèles et d'acheter la complaisance de "partis" concurrents, mais aussi ont l'avantage de pouvoir être les premiers, avant l'inévitable dépréciation des nouvelles coupures, à déverser quantité de celles-ci sur le marché parallèle des changes afin de se procurer des dollars.* »

Avec la promotion du diamant, se confirme et se renforce la décomposition de l'économie du pays : « *d'une part, c'est un secteur artisanal constitué d'une myriade de creuseurs organisés en petites équipes autonomes, qui produit en valeur environ les deux tiers*

de la production du pays, d'autre part, on estime que les exportations de diamants faites en fraude sont équivalentes aux exportations officielles. »

Dans le cadre de cet écroulement de l'économie du Zaïre et de l'Etat, « la « transition démocratique » (...) a suscité, grâce à la réintroduction du multipartisme et de libertés d'expression et de manifestation (...) une libération de la compétition pour le pouvoir à ses différents niveaux. Comme ailleurs en Afrique, cette libération a produit des effets en partie pervers : dans nombre de cas, les factions en compétition ont cherché, en recourant à des formes de nationalisme ethnico-régional, à se donner une base territoriale et une position de force. Au Zaïre, la mobilisation sociopolitique autour de l'affirmation des droits des « autochtones », de ceux qui se considèrent comme les véritables « originaires » de tel ou tel territoire, va jouer un rôle croissant, d'abord à un niveau local ou régional et puis, de plus en plus, avec la guerre, à l'échelle nationale.

En 1992, l'expulsion des Kasaiens du Shaba-Katanga sera la première grande manifestation de ce mouvement de mobilisation identitaire. Voici ce qu'en dit Roland Pourtier dans un article de la revue *Autrepart* : « L'action anti-Kasai a été orchestrée par Kyungu wa Kamanza, nommé gouverneur du Shaba en novembre 1991. (...) Les jeunes ont aveuglément suivi les exhortations à la violence d'un Kyungu familier des discours incendiaires ; le 4 juin 1993, il lançait cet ultimatum : « Tout Kasaien qui n'aura pas quitté le sol Katangais au plus tard le 30 juin 1993 se verra tué ou pris en esclavage. » Les Kasaiens qui tenteraient de rester s'exposeraient à une « purification professionnelle ». (...) Le départ des Kasaiens a représenté une saignée d'environ 14 % de la population du Shaba. Il a touché la Gécamines de plein fouet : l'emploi est tombé de 14 500 à moins de 7 000. Désorganisation du travail suite à la brutale diminution de la maîtrise et de l'encadrement qui étaient à 60 % kasaiens, pillages et sabotages ont provoqué un effondrement spectaculaire de la production. La chasse aux Kasaiens s'est accompagnée de destructions et de pillages des maisons. »

Mais c'est dans une région voisine, le Kivu que les phénomènes d'exclusion ethnique deviennent particulièrement graves puisqu'ils sont à l'origine d'une guerre ayant impliqué plusieurs pays et qui a fait plusieurs millions de morts.

En 1996, le vice-gouverneur de la province du Sud-Kivu ordonne aux Banyamulenge, des Tutsis zaïrois, de quitter le Zaïre sous peine de mort. Ces derniers se rebellèrent et s'allièrent aux opposants à Mobutu pour former l'Alliance des Forces démocratiques pour la libération du Zaïre (AFDL). L'AFDL bénéficia du soutien des chefs d'État de la région des Grands Lacs, en particulier de Paul Kagame, président du Rwanda, et de Yoweri Museveni, président de l'Ouganda. Devant l'inaction des alliés traditionnels de Mobutu, de nombreux membres de l'armée zaïroise rejoignirent les troupes de Laurent-Désiré Kabila au cours de leur marche des frontières orientales du pays vers Kinshasa, où ils entrèrent. La résistance s'effondra face à eux, et Mobutu quitta le pays. Kabila prit officiellement le pouvoir en 1997.

Au Nigeria, où la population est profondément divisée

A partir de 1970, le Nigeria devient producteur de pétrole et pendant toute la période du boom économique qui en résulte, une bourgeoisie nationale se forme. Elle est pour l'unité du pays et les problèmes sociaux prennent le pas sur les dissensions à caractère ethnique ou

régional. Le chef de l'Etat est un général qui fait adopter une constitution laïque calquée sur celle des USA. Il remet le pouvoir aux civils en 1979. Mais à partir de 1983, suite à l'effondrement des cours du pétrole, le pays rentre dans une crise économique grave dont il n'est toujours pas sorti. Le Nigeria est le 6^{ème} producteur de pétrole du monde mais il importe presque tout son pétrole raffiné, les 4 raffineries existantes étant actuellement hors d'état de fonctionnement. Il n'y a pas de réseau électrique, pratiquement pas d'industrie... C'est un pays où les seules ressources de l'Etat proviennent du pétrole. Il est peuplé de 120 millions d'habitants dont le 1/3 vit avec moins de 1 dollar par jour. La majorité de la population vit de façon misérable, grâce à un secteur informel exubérant, en marge d'une minorité dont l'opulence ostentatoire repose sur le détournement des ressources provenant du pétrole. Cette minorité de riches nigériens n'a jamais investi dans l'industrie ni dans l'agriculture.

Ce pays oscille depuis son indépendance (1960) entre affirmation nationaliste et menaces récurrentes d'éclatement. En fait les différents notables veulent profiter de la rente pétrolière. Les puits de pétrole ne se trouvant que dans la région du delta du fleuve Niger, les différentes factions politiques en concurrence ne tiennent pas à l'éclatement du pays tout en jouant de différents clivages communautaristes pour gagner de l'influence : clivages ethniques, locaux, régionaux, religieux. C'est une façon d'accéder au gâteau de la rente pétrolière et du pillage du secteur public. Et dans un pays pauvre, dominé par l'impérialisme, c'est très important.

Pour reprendre les termes de Guy Nicolas, le Nigeria « connaît un climat de violence généralisée : « révoltes de la faim », éclatant au sein de vastes métropoles peuplées de millions d'habitants sans terres ni travail, pogroms interethniques locaux, dissidences ponctuelles, confrontations inter et intraconfessionnelles, affrontements armés de factions militaires, agressions, vols et piratages, réactions immédiates de justice expéditive, lynchages et viols, enlèvements, « meurtres rituels », incendies d'édifices publics et privés, de boutiques, de véhicules, etc., suscitant une répression brutale de la police et de l'armée fédérales. » (Géopolitique et religions au Nigeria, Hérodote 3/2002).

Pour ce qui concerne notre objet, les ethnies, il faut avoir en tête que la population du Nigeria est extrêmement variée. Il y a environ 250 ethnies différentes, dont 3 sont les plus importantes : les Haoussas-Fulanis au Nord, les Yoroubas au Sud-Ouest et les Igbos au Sud-Est.

Les tensions actuelles entre les ethnies sont en partie le résultat de leur histoire liée pour certaines à la traite des esclaves. Voici ce qu'en dit Yves Lacoste : « Au début du 19^{ème} siècle, le gouvernement d'Angleterre prend position contre la traite des esclaves qu'il avait largement favorisée jusqu'alors. Et cela va avoir de considérables conséquences en Afrique où la chasse aux esclaves ne diminue pas. En effet, les appareils négriers qui disposent désormais de fusils en grand nombre peuvent augmenter considérablement le nombre des captures.

« Comme le prix de l'esclave diminue, il faut augmenter le volume des ventes : à l'exportation vers l'Egypte par exemple et surtout sur le marché même de l'Afrique noire : de nombreux captifs sont achetés par des commerçants noirs pour travailler dans les plantations et des manufactures.

« C'est la traite du 19^{ème} siècle qui a aujourd'hui les conséquences géopolitiques les plus graves, parce qu'elle est la plus récente. »

Au 19^{ème} siècle, période où la chasse aux esclaves s'est intensifiée, plusieurs royaumes étaient en guerre dans la région du Nigeria actuel pour s'en arracher le contrôle.

Au Nord un vaste empire islamique s'est construit suite à un jihad mené par des pasteurs Peuls qui se sont emparés des cités hausa : c'est le califat de Sokoto dirigé par une aristocratie de langue hausa et de religion musulmane. Mais des populations lui ont résisté et se sont retranchées dans des zones de résistance, principalement au Sud de cette région. Elles ont formé des sociétés constamment sur le pied de guerre pour résister aux raids du califat à la recherche d'esclaves. Elles refusaient toute islamisation.

Le long de la côte de l'océan atlantique, de part et d'autre du delta du fleuve Niger existaient de petits royaumes spécialisés dans la chasse aux esclaves destinés à l'Amérique. Ils étaient en concurrence entre eux et se faisaient la guerre. Dans la baie du Bénin et du Biafra, les royaumes fournissaient environ 20 000 esclaves par an jusque vers 1850. C'étaient des sites de traites particulièrement importants.

A l'Ouest du fleuve Niger, les royaumes yorubas étaient en outre en guerre contre l'extension du califat de Sokoto et la mémoire yorouba conserve le souvenir de l'avoir bloqué en 1840. Et le peuple yoruba continue encore de soupçonner les héritiers de cette invasion de chercher à tout prix à « *tremper le Coran dans l'Océan* ».

A l'Est du fleuve Niger, à l'intérieur des terres, des paysans igbo maintenaient leur petite société rurale, sans tradition étatique, hiérarchisée. Ils étaient la proie des petits royaumes de la côte qui organisaient des raids dont les Igbos étaient le gibier. Cette histoire a des prolongements dans les confrontations actuelles entre les régions du Nigeria. Par exemple, le territoire du Nord est divisé entre la zone la plus au Nord, le Far North et une zone appelée Middle Belt. La première, le Far North, correspond au territoire du califat de Sokoto organisant des raids de chasse aux esclaves. La seconde correspond en majorité aux bastions de minorités réfractaires depuis 2 siècles à l'hégémonie des monarchies musulmanes du Far North, dont la mémoire locale n'a oublié ni les raids esclavagistes d'autrefois, ni l'oppression régionaliste plus récente.

Cette histoire a également pesé dans la guerre du Biafra qui dura 3 ans, de 1967 à 1970. En 1967, une région du Nigeria proclame son indépendance : elle devient la république du Biafra avec à sa tête un colonel igbo, le colonel Ojukwu. Les dirigeants de ce nouvel Etat étaient alléchés par les perspectives offertes par la découverte de gisements de pétrole importants dans leur région. La guerre fut déclenchée par le général Gowon, qui dirigeait le Nigeria, le 6 juillet 1967, le jour même où les compagnies Shell-BP et American Overseas annoncèrent leur intention de verser directement au Biafra, et non à l'Etat central, les royalties provenant de l'exploitation du pétrole.

Mais les Etats côtiers n'ont pas accepté de faire partie de l'Etat du Biafra. Ils se voyaient sous la coupe des Igbos alors qu'avant dans l'histoire, ils avaient une position dominante sur eux : c'étaient des royaumes qui pourchassaient les Igbos pour les transformer en esclaves.

Les Etats côtiers ont accepté le débarquement des troupes du Nigeria sur leur rivage, ce qui provoqua l'isolement du bastion biafrais et sa défaite, malgré le soutien de la France où Elf était très intéressé par le contrôle du pétrole.

Très vite le régime de Gowon, appuyé sur un territoire beaucoup plus vaste et peuplé, montra sa supériorité militaire. Le territoire biafrais ne fut bientôt plus qu'un réduit affamé et surpeuplé, semé de camps de réfugiés Igbo.

La division actuelle du Nigeria en ethnies est aussi le résultat de la colonisation de ce territoire. En 1914, la Grande Bretagne réunit toutes les populations de cette région en une seule colonie, appelée Nigeria. Mais elle n'applique pas la même stratégie partout. Au Nord, toutes les populations sont dirigées par les chefs de l'ancien califat de Sokoto, hausa et musulmans, même celles qui s'étaient révoltées contre les raids esclavagistes et qui refusaient toujours l'autorité des chefs de l'ancien califat. A l'Ouest, elle s'est appuyée sur les royaumes yorubas et à l'Est elle a favorisé la formation d'une élite igbo devenant des cadres dans les entreprises européennes et l'administration. Simultanément, la Grande-Bretagne impose aux populations la culture de plantes pour l'exportation : à l'Est la production d'huile de palme, dans le pays yoruba la production de cacao et au Nord la production d'arachide et de coton.

Ecartées de la compétition pour le pouvoir par le colonisateur puis par les 3 ethnies majoritaires dans le Nigeria indépendant, les minorités ont obtenu par la suite des Etats propres, séparés des fiefs des premiers. (Le Nigeria est un Etat fédéral comme les Etats-Unis avec 36 Etats fédéraux). En revanche, si ces territoires donnaient satisfaction à certaines d'entre elles, ils constituaient souvent de nouveaux champs géopolitiques opposant les intérêts des nouvelles majorités locales à leurs propres minorités, ouvrant la voie à de nouvelles revendications territoriales de la part de ces dernières. Sur le plan national, les « minorités » se mobilisent contre les stratégies hégémonistes des trois ethnies dominantes. En outre, aucune ethnie, notamment les trois majeures, n'est exempte de clivages internes reposant sur des replis identitaires distincts mettant en cause sa cohésion.

« L'identité ethnique repose sur des repères culturels : langue propre, mythe d'origine commune, traditions confortées par la reconnaissance par l'Etat de tribunaux coutumiers différents des tribunaux de l'Etat du Nigeria, maintien de chefferies, mais aussi attachement à un territoire ancestral. » Des chefs peuvent avoir intérêt à affirmer très fort cette identité : ce peuvent être des aristocraties locales, des leaders de formations politiques, des hommes d'affaire convoitant le contrôle des sources d'enrichissement, des chefs religieux chrétiens ou musulmans, des valets d'une puissance régionale extérieure, des cadres d'une émigration quelconque.

Les territoires des ethnies peuvent reposer sur des frontières officiellement périmées mais toujours vivantes. Elles sont gardées vivantes *« par le maintien de chefferies héréditaires, maintenues en place bien que privées de fonctions politiques officielles et dont les titulaires sont traités avec honneur, résident dans les palais de leurs ancêtres, s'entourent de courtisans et incarnent l'identité collective de leurs « sujets ». Ces personnages peuvent présider à des cérémonies religieuses, intervenir en cas de crise, dans les joutes électorales, voire, en période de dictature militaire, se substituer en quelque sorte à une classe politique évincée en tant que « courroies de transmission ». Ainsi se perpétuent d'anciens royaumes, sultanats, émirats ou collectivités politiques fermées sans pouvoir politique légal mais dont le maintien contribue à fragiliser les cohésions régionales, ethniques ou autres. »*

Les chefs d'ethnies peuvent avoir plusieurs stratégies de conquête du pouvoir : défense d'un territoire spécifique dont on chasse tous ceux qui ne sont pas fils du sol mais étrangers, au mépris de toutes les immigrations successives. Mise à l'écart d'adversaires

politiques, membres de l'ethnie mais ayant une vision nationaliste, ou une religion différente de celle de l'ethnie.

Ces pratiques xénophobes sont autorisées par la Constitution Nigériane, adoptée en 1999. Celle-ci attribue aux responsables locaux l'autorité de délivrer des certificats d'indigénat. Ces certificats définissent le droit de voter, le droit d'être propriétaire terrien, d'obtenir un emploi ou d'aller à l'école. Ils sont attribués aux indigènes, c'est à dire aux habitants « *originaux* » d'une zone publique locale, c'est à dire aux membres des groupes ethniques dont la lignée remonte à cette zone. Tous les autres habitants sont considérés comme des colons, des migrants.

Evidemment, nombre d'élus utilisent ces certificats pour consolider les majorités ethniques locales. Ce qui renforce la division et les inégalités entre populations d'une même localité. D'autant plus qu'à la fin des années 80, la baisse des recettes publiques, l'augmentation des pressions économiques et la montée régulière de la migration vers les villes surpeuplées, ont poussé les responsables locaux à durcir les conditions d'accès aux certificats d'indigénat. Les divisions entre populations locales se sont durcies au fur et à mesure que grandissait l'incertitude concernant l'accès aux certificats d'indigénat. Menant à des affrontements communautaires violents faisant localement des milliers de morts.

En conclusion

A travers ces 3 exemples, on a vu que les conflits ethniques sont des guerres pour le contrôle du pouvoir, d'un territoire ou de la terre. Des chefs exploitent le sentiment d'appartenance à une ethnie, en opposant les « vrais » membres de l'ethnie à ceux qu'on désigne comme étrangers. Et il est facile de trouver des « étrangers » car les populations actuelles sont extrêmement mélangées, du fait des nombreuses migrations. Ces politiques xénophobes ont pour conséquence de la peur, des chasses à l'homme, des camps de réfugiés, des ghettos, des règlements de compte violents et des guerres atroces.

Ces tensions exacerbées surgissent dans des pays où la bourgeoisie n'a pas investi dans l'industrie ou l'agriculture. Dans des pays qu'on a appelés sous-développés, ou du Tiers-Monde ou du Sud, des pays dont les richesses « naturelles » sont pillées par les grandes puissances impérialistes comme la France et par les classes riches et parasites des pays africains.

Ces tensions surgissent dans des pays extrêmement pauvres où les pauvres s'entredéchirent dans la misère. Jusqu'au jour où une nouvelle génération se lèvera pour défendre une autre vision de l'humanité, une vision d'entraide, de solidarité, de fraternité.

Annexe

un texte intéressant de Yves Lacoste paru dans la revue Hérodote :

« Depuis le grand génocide perpétré en 1994 au Rwanda, on ne cesse d'entendre les récits de nombreuses atrocités qui font chaque année des dizaines de milliers de victimes. Ces tragédies se répercutent d'un pays à l'autre, sans que les enjeux et les protagonistes puissent en être clairement perçus. Ce sont ce que l'on appelle couramment des « *conflits ethniques* » qui éclatent localement dans la plupart des pays d'Afrique noire entre des peuples voisins dont les caractéristiques ethniques sont plus ou moins différentes.

« Un grand nombre de ces conflits sont plus ou moins sporadiques et durent quelques jours ou quelques semaines, comme c'est le cas à maintes reprises dans diverses régions du Nigeria par exemple, avant que l'armée ne vienne s'interposer. En revanche en Afrique de l'Est aux abords des grands lacs, au Soudan, en Somalie, au Congo, mais aussi en Afrique de l'ouest au Libéria, en Sierra Leone, il s'agit de conflits bien plus graves qui durent depuis plusieurs années. Ils ont fait plusieurs millions de morts. (...)

« Ces conflits internes qu'à tort ou à raison l'on appelle ethniques apparaissent différents des luttes qui se sont déroulées en Afrique tropicale il y a trente ou quarante ans. Leurs enjeux paraissent alors assez clairs : il s'agissait d'abord de luttes pour l'indépendance comme en Angola, au Mozambique ou en Guinée-Bissau. En effet, à la différence des colonies françaises et anglaises d'Afrique tropicale, qui ont accédé sans drame à l'indépendance, les colonies portugaises ont connu depuis les années soixante et jusqu'en 1975 de très durs combats. Les colonisateurs surent alors dresser des peuples autochtones les uns contre les autres et recruter nombre de soldats chez les Ovimbundus (39% de la population d'Angola). Après le départ des Portugais, ces conflits internes furent entretenus pour y combattre des régimes soutenus par l'URSS. Il en fut de même dans le nord-est de l'Afrique où la rivalité des Etats-Unis et de l'Union soviétique permettait alors d'expliquer les conflits entre les différentes populations éthiopiennes. Il en est resté des séquelles, après la disparition de l'URSS et il y eut même des renversements d'alliances. (...)

« Les conflits que connaissent les Etats d'Afrique noire sont d'abord des conflits internes : s'ils se propagent dans des Etats voisins, ils apparaissent d'abord dans le cadre d'un Etat et se déroulent entre des forces locales ou régionales qui correspondent pour la plupart à des groupes dont les particularités ethniques sont plus ou moins marquées. D'où l'expression de conflits ethniques qui est de plus en plus employée dans les media européens ou américains. (...)

« Il faut tenir compte de l'extrême diversité ethnique et tout particulièrement linguistique de l'Afrique tropicale (on y parlerait plus de 2000 langues) et surtout que dans cette partie du monde, la traite des esclaves a fonctionné durant des siècles jusqu'à la fin du XIXe siècle. Non seulement celle-ci a sans doute empêché l'unification linguistique de chaque grande aire de pouvoir (on capture et on vend ceux qui parlent une autre langue que celle de l'ethnie dominante), mais elle a laissé entre les groupes ethniques de très graves contentieux historiques : ce sont en effet des royaumes guerriers africains qui allaient capturer des esclaves chez d'autres peuples pour les vendre à des commerçants arabes ou à des négriers européens, mais aussi à d'autres africains. En effet la traite des esclaves, après son interdiction par les puissances européennes (Congrès de Vienne 1815) a néanmoins perduré entre Africains jusqu'à la fin du XIXe siècle. Entre les peuples victimes de la traite et ceux qui la pratiquaient, se sont établis des murs d'incompréhension qui ont empêché dans la plupart des Etats africains le développement d'un sentiment national. (...)

« Dans la plupart des Etats africains, on ne parlait guère de rivalités ethniques durant les vingt ans qui ont suivi leur indépendance. Leur multiplication me paraît pouvoir être expliquée dans une grande mesure par la croissance démographique des différents groupes ethniques et par la nécessité pour chacun d'eux d'étendre les terres qu'ils cultivent, pour pallier les effets de l'érosion des sols. Une telle rivalité pour les terres cultivables se déroule actuellement dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. Au Rwanda, l'exacerbation du conflit entre les Hutus et les Tutsis résulte, pour une part, de la lutte pour la terre dans un petit pays dont la densité de peuplement est devenue considérable (300 habitants au km²).

« On sait que l'Afrique noire subit le plus lourdement que d'autres parties du Tiers-Monde les contraintes du milieu tropical, surtout parce que les productions agricoles se font principalement sur les sols latéritiques pauvres et fragiles, alors qu'en Asie tropicale, ce sont les sols beaucoup plus fertiles des vallées alluviales qui ont pu être mis culture intensivement, grâce à de considérables travaux hydrauliques réalisés depuis des siècles par les peuples et les Etats. En Afrique tropicale, la plupart des grandes vallées qui pourraient de nos jours être intensivement mises en valeur avec l'aide internationale, sont encore plus ou moins désertes pour des raisons géopolitiques. Aussi hors des vallées, les différents groupes ethniques qui pratiquent des cultures dont les rendements déclinent, s'efforcent-ils d'étendre leurs territoires au détriment des groupes voisins.

« L'accentuation et la multiplication des rivalités ethniques me paraît aussi résulter de facteurs spécifiquement politiques. On sait que dans de nombreux Etats africains, depuis leur indépendance, le pouvoir a été exercé par des hommes politiques qui chacun ont su s'appuyer sur le groupe ethnique dont il était issu. De petits peuples au sein desquels les autorités coloniales avaient recruté de nombreux soldats, ont conservé cette spécialisation militaire et sont la base du pouvoir et à la solde de nombreux généraux-présidents protégés par les politiques françaises de coopération. L'usure de ces régimes dictatoriaux et de parti unique, l'écho des scandales provoqués par leur collusion par exemple avec de grandes firmes pétrolières ont conduit les grandes puissances à favoriser la mise en place de régime plus démocratique et tout d'abord d'un système pluri-partiste. Mais les leaders des nouveaux partis, bien qu'ils aient fait leurs études dans des universités européennes ou américaines, se sont chacun plus ou moins appuyés sur le groupe ethnique dont leur famille est issue. Aussi les revendications ethniques sont-elles aujourd'hui plus que jamais proclamées. »

mars 2012

table

<i>Les ethnies sont-elles naturelles ?</i>	<i>page 1</i>
<i>En Côte d'Ivoire, où la colonisation française répertorie et classe les ethnies</i>	<i>page 6</i>
<i>Au Congo-Zaïre, où l'Etat s'effondre suite aux pressions du FMI</i>	<i>page 9</i>
<i>Au Nigeria, où la population est profondément divisée</i>	<i>page 11</i>
<i>En conclusion</i>	<i>page 15</i>
<i>Annexe, texte de Yves Lacoste</i>	<i>page 16</i>

bibliographie

- « Tragédies africaines », *Hérodote* n°111 4^{ème} trimestre 2003
- « Géopolitiques internes en Afrique » *Hérodote* n°046 quatrième trimestre 1987
- « Les clefs de la crise ivoirienne » Jean-Pierre Dozon, *Editions Karthala*, novembre 2011
- « Ils les ont tués comme si de rien n'était » Human Rights Watch, 4 octobre 2011
- « La guerre dans les évolutions du Congo-Kinshasa » Gauthier de Villers,
Afrique contemporaine 3/2005 (n° 215), p. 47-70.
- Les refoulés du Zaïre : identité, autochtonie et enjeux politiques Roland Pourtier
Autrepart (5) 1998, p. 137-154
- « Les moteurs pernecieux du conflit ethnico-religieux au Nigeria », Chris Kwaja
Bulletin de la sécurité africaine n°14, juillet 2011
- « Géopolitique et religions au Nigeria », Guy Nicolas *Hérodote*, 3/2002 (N°106), p. 81-122.
- Une saison de machettes, Jean Hatzfeld, *Seuil* 2003